

# Singulier pluriel

Déposé le 28/01/2025

SITE DE DEPOT

# P4

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

2025 À LA FSU 26 : DÉPART « EN FANFARE » !



Stage « retraite » le 09/01/2025



### SOMMAIRE :

- p.1 : En 2025 à la FSU26
- p.2-3 : Edito & texte Action
- p.4-5 : Femmes afghanes - Avignon -  
Le 8 mars - Stage féministe
- p.6 : Mobilisations AESH & SNUAS-FP
- p.7 : Retraites : stage, « conclave »...
- p.8 : Lutter contre les idées d'ED...



Stage féministe le 21/01/2025



En commission

Congrès départemental  
16 et 17 janvier 2025



Avec la CGT



Si l'on s'en tient à l'actualité, cette nouvelle année ne s'annonce guère réjouissante. Le dérèglement climatique est manifeste : Mayotte est détruite, Los Angeles est en flammes. La guerre fait rage. L'extrême droite essaime partout et sous toutes ses formes : dernier exemple en date, Donald Trump a pris ses fonctions avec Elon Musk comme prophète fascisant. En France, la droite est plus que jamais au pouvoir : Retailleau à l'intérieur est épaulé par Darmanin à la justice, Dati est toujours à la Culture pour détruire notamment l'audio-visuel public, Madame 49.3, soi-disant anti-Attal, prépare la rentrée en gardant les groupes de niveaux en 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, toutes et tous contribuent à conserver la réforme des retraites et préparent de nouvelles mesures antisociales sous prétexte d'un déficit abyssal.

**Mais nous ne pouvons nous résigner au chaos. C'est du côté du peuple qu'il faut regarder.**

Le fort mouvement de solidarité envers Mayotte efface le mépris présidentiel. La mort de Le Pen a été aussi l'occasion de rappeler combien ses « polémiques » sont des actes racistes qui ont été condamnés par la Justice. C'est une raison supplémentaire pour continuer le combat contre la haine. Et si rien ne change au sommet de l'État, c'est bien grâce à nos mobilisations que le nouveau ministre de la Fonction Publique s'est quelque peu amadoué en abandonnant le passage à 3 jours de carence et que les 4000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale ont été annulées.

Même si c'est encore très insuffisant, nous pouvons une fois encore constater qu'un rapport de force puissant permet de faire bouger les lignes et redonner espoir.

**Bonne année syndicale à toutes et tous !**

Amélie Chapapria & Christophe Dumaillet,  
co-secrétaires départementaux de la FSU26.



F.S.U. 26

## CONGRÈS DÉPARTEMENTAL DE LA FSU26 : L'INSTANT DÉMOCRATIQUE

Les 16 et 17 janvier derniers, au lycée des 3 Sources de Bourg-lès-Valence, s'est tenu le Congrès départemental de la FSU, étape indispensable pour revoir les mandats de notre fédération qui seront discutés lors du Congrès national de Rennes, début février.

Pendant ces deux jours, une bonne trentaine de congressistes se sont d'abord réparti-es dans des commissions pour travailler sur les quatre thèmes proposés par les textes préparatoires : les métiers, les personnels, l'urgence démocratique que constitue la rupture écologique, les droits humains et la justice sociale et le syndicalisme.

**Les rapportrices et rapporteurs ont ensuite présenté la synthèse de ces travaux ; des amendements ont été intégrés au texte. Quelques motions ont été votées dont une, dans le cadre de la journée d'action du 16/01, pour soutenir les AESH. Un texte Action a été voté à l'unanimité pour clore notre Congrès. Ces documents sont à lire dans ce bulletin.**

De l'avis général, les débats ont été intenses et fructueux et c'est un cru de très bonne tenue qui devrait permettre de fixer le cap de notre organisation syndicale. Les néo-congressistes ont pu se rendre compte de l'importance de cette instance démocratique et ont apprécié la qualité des débats. Peut-être intégreront-ils et elles prochainement notre CDFD ou l'un de nos syndicats nationaux ?

Enfin, à cette occasion, nos camarades de la CGT ont répondu positivement à notre invitation. Après une intervention en plénière, Gaëlle Morvan, secrétaire générale de l'UD, et Sam Houot, de la CGT SDEN (éducation), ont pu observer nos échanges sur le syndicalisme. Il s'agit là d'une réelle application de nos mandats, ce qui permet de construire peu à peu notre « maison commune ».

**L'étape suivante se tiendra du 3 au 7 février prochains.** Semya Ajmi-Watbled, Christophe Dumaillet et Nicolas Vol ont été élu-es pour représenter la Drôme au Congrès national. Florimond Guimard y participera au titre de l'École Émancipée.

## CONGRÈS DE LA FSU 26 : TEXTE ACTION (16-17 JANVIER 2025)

**Le département de Mayotte a été ravagé par un cyclone d'une exceptionnelle violence le 14 décembre dernier.** Cette catastrophe d'une ampleur inégalée est bien une conséquence dramatique du dérèglement climatique, d'autant que nos concitoyen-nes mahoré-es viennent de nouveau d'être touché-es par une nouvelle tempête tropicale. Les services publics ont été dépassés par l'ampleur de la catastrophe, les logements et les infrastructures ont été très affectés et les secours ont mis un temps trop important à arriver sur place.

À cette grave crise, le gouvernement a répondu par un insupportable mépris. Le Président de la République a préféré insulter les habitant-es de Mayotte qui se plaignaient auprès de lui de la situation plutôt que de reconnaître sa gravité et la faillite de l'État à assurer ses missions. Le ministre de l'Intérieur a instrumentalisé la crise pour attaquer l'immigration comorienne. Le Premier ministre et le Garde des Sceaux profitent également de la situation pour tenter d'interdire la reconstruction des habitats précaires sans proposer aucune solution, même provisoire.

**La FSU 26 apporte tout son soutien aux victimes et à leurs proches, comme aux personnels de la Fonction Publique qui essaient de pallier le manque d'anticipation du gouvernement. Elle appelle à participer à la campagne de dons mise en place par Solidarité Laïque.**

**L'arrivée au pouvoir de D. Trump**, provocateur, imprévisible et rejetant les arbitrages internationaux sous le patronage de l'ONU, va accentuer les tensions internationales sur les plans économique et politique. Dans ce contexte très instable, la FSU rappelle son attachement à la paix, au droit international et à la justice internationale, dans le respect du choix des peuples que ce soit en Ukraine ou en Palestine.

**La FSU 26 appelle à participer aux manifestations en faveur d'une paix juste et durable sur ces conflits et à la libération des otages et prisonniers ; elle appelle à participer à la manifestation bi-départementale pour une paix juste et durable en Palestine, le 25 janvier 2025, 10h, à Valence, Champ-de-Mars.**

La FSU a toujours été partie prenante dans les luttes pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle agit constamment pour faire vivre ses mandats.

C'est dans ce sens que la FSU 26 organise un stage féministe qui réunira une centaine de personnes mardi 21 janvier 2025 à Valence. **La FSU 26 participe activement à préparation de la journée internationale des droits des femmes le samedi 8 mars 2025. Elle appelle à participer massivement à cette journée féministe essentielle.**

**Les idées d'extrême-droite** progressent dans toutes les strates de la société nourries et récupérées par la désespérance d'une partie de la population et un racisme qui se banalise et s'affiche, notamment dans les médias. La FSU doit rester vigilante et saura prendre ses responsabilités face au danger de l'arrivée au pouvoir de l'ED.

La FSU 26 va poursuivre sa démarche de formation, après un stage VISA le 5 novembre dernier suivi d'un stage complémentaire axé sur « Jeunesse, territoires et violence : un 1<sup>er</sup> éclairage des sciences sociales », en reprenant cette dernière initiative sous la forme d'un **colloque national avec l'APSES à l'UGA de Valence le 28 mars** prochain. **La FSU 26 appelle également à participer à la manifestation contre l'extrême-droite et le meeting du RN, le 1<sup>er</sup> février 2025, à 14h à Montélimar, devant le Théâtre.**

**Les débats parlementaires** autour du budget 2025 et du projet de loi de finances de la Sécurité Sociale ont abouti à la censure du gouvernement Barnier. Cet événement aurait été l'occasion, pour le Président de la République, d'en finir avec le déni de démocratie qu'il impose à l'ensemble de la population depuis le mois de juillet, mais il n'en a rien été. Emmanuel Macron a nommé François Bayrou, un libéral qui a tenté de favoriser le secteur privé lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale. Il ne devrait pas manquer de reprendre le projet de budget 2025 avec les mêmes orientations. La navette parlementaire devant redémarrer à partir du Sénat, il est d'ores et déjà acté de ne pas reprendre les propositions d'augmentation du budget de la nation par les partis de gauche.

Dans ce contexte très instable, l'extrême-droite arrivée aux portes du pouvoir en juillet 2024 accentue lourdement les orientations de ce gouvernement déjà très réactionnaire. **Le plan d'austérité annoncé par François Bayrou lors de son discours de politique générale ne pourra se faire qu'au détriment des classes populaires et de la Fonction Publique.**

En outre, il est particulièrement scandaleux de faire porter mensongèrement le déficit des retraites sur les salarié-es. M. Bayrou use d'un prétexte éculé pour refuser d'abandonner ou même de seulement suspendre l'unique loi sur les retraites et pour se dégager de toute responsabilité politique en faisant semblant de donner la main aux OS, qui doivent discuter avec le patronat sans réel pouvoir de négociation.

**À cette heure, la FSU n'est pas invitée** à la réunion de ce vendredi, organisée sous l'égide du Premier ministre et devant débattre de la

méthode prétendument inédite pour envisager les possibilités de sortir de la crise sociale durablement inscrite par le passage en force sur la réforme des retraites de 2023. En « oubliant » de convier la FSU, le signal politique envoyé est double. D'une part, il est clair qu'il y a une volonté de division de l'intersyndicale de 2023 dont la force a été de répondre à la hauteur de l'espoir et de l'exigence très majoritaire dans le monde du travail. D'autre part, il y a également là une des premières conséquences pratiques de l'opération idéologique en cours et qui vise à spéculer politiquement sur les pensions des fonctionnaires

Après une première rencontre en intersyndicale interprofessionnelle, la FSU, la CGT et Solidaires ont d'ores et déjà évoqué la nécessité de renouer avec la mobilisation des salarié-es pour discuter en position favorable.

**La FSU 26 prendra rapidement contact avec l'Intersyndicale départementale, et a minima la CGT et Solidaires, afin de déterminer comment reconstruire un rapport de force puissant.**

Même si M. Marcangeli à la Fonction publique semble moins brutal que son prédécesseur, le maintien de Madame Genevard à l'agriculture et la nomination d'Elisabeth Borne (Madame 49-3) à l'Éducation nationale ne laissent aucun espoir sur un changement d'orientation. Si les deux jours de carence supplémentaires ne seraient pas repris, la baisse de 10 % de nos rémunérations pendant la durée du CMO serait maintenue.

**Les revendications portées par la FSU, notamment lors de la grève FP réussie du 5 décembre, demeurent donc plus que jamais d'actualité : suppression de tout jour de carence, abandon du projet de baisse des indemnités de congé maladie ordinaire, rétablissement de la GIPA, revalorisation du point d'indice.**

La FSU revendique par ailleurs, des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques, des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels, l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales, la refonte des grilles indiciaires, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, l'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini » ;

**La FSU doit être à l'initiative d'une action intersyndicale large sur la Fonction Publique, dans la suite du 5 décembre pour la défense du Service Public et de ses personnels.**

**Dans l'Éducation**, le Premier ministre ferait « un geste de bonne volonté » en revenant sur les 4 000 suppressions de postes, mais c'est sans compter toutes les pertes précédentes et surtout sur le manque d'attractivité de nos professions. En outre, avec l'acte II du choc des savoirs et le maintien de la réforme de la voie pro le ministre poursuit sa logique de tri social des élèves, au détriment des plus fragiles, et va conduire à la sortie progressive du système éducatif d'une partie des enfants des milieux populaires.

Il faut donc maintenir la pression en continuant d'informer sans relâche nos collègues mais aussi les parents d'élèves. Il faut investir les CA, censurer les manques de moyens qui ne manqueront pas de se perpétuer.

**Il faut soutenir au mieux nos collègues dans la précarité. Après une première journée d'action AESH le 16 janvier, la FSU 26 ne manquera pas de construire une action d'envergure le 11 février prochain, jour du vingtième anniversaire de la loi Handicap.**

Enfin, dans la suite des réunions au niveau national entre la CGT et la FSU, **la FSU 26 doit continuer départementalement de rencontrer la CGT et ses syndicats**, sans exclure Solidaires, afin de poursuivre le travail en commun.



ENGAGÉ-ES  
POUR LES  
DROITS DES  
FEMMES



Depuis le retour des talibans à la tête de l'État, toutes les décisions prises attentent aux libertés des femmes et organisent leur disparition progressive de la vie sociale, les plongeant ainsi dans une immense détresse.

**Aujourd'hui, elles sont victimes d'un véritable apartheid de genre que dénonce l'ONU.**

À la perte de libertés et droits démocratiques s'ajoutent les effets quotidiens de la grave crise économique à laquelle le pays est confronté, crise aggravée par l'interdiction de l'aide humanitaire.

La communauté internationale doit fournir l'aide alimentaire et sanitaire indispensable à la survie du peuple afghan, et les moyens nécessaires au redémarrage de la production agricole.

Face à cette situation critique, **la FSU tient à réaffirmer sa solidarité entière avec les femmes et le peuple afghans**, ainsi que son soutien total aux mouvements féministes et aux forces démocratiques qui se battent au quotidien pour leurs droits, la démocratie, la paix et la liberté.

## DÉFERLANTE FÉMINISTE DANS L'AFFAIRE DES VIOLS DE MAZAN

**Tout était calme, dans le palais de justice d'Avignon, samedi 14 décembre 2024 ...**

Après des semaines de procès, les collectifs et associations féministes locales appelaient à se rassembler devant ce lieu symbolique.

Symbole d'une société qui doit changer. Il le faut car des vies sont détruites par un système patriarcal qui exacerbe la culture du viol.

Quelques Rosies drômoises ont pu faire le déplacement portées par la force de Gisèle Pélicot et de tou-te-s les camarades en lutte. Elles ont vécu une expérience humaine rare et sincère, comme si l'énergie rayonnait partout autour des personnes rassemblées.

Tout était juste : les mots doux pour Gisèle agrafés aux grilles, les pancartes, les prises de parole, les scénettes relatant des instants du procès, les danses militantes, la banderole déployée sur les remparts, les chorales féministes, la batucada et la chaîne humaine autour du tribunal.

C'était historique et c'est une fierté d'avoir participé humblement à ce que...

**... la honte change de camp !**

Après 4 mois d'audiences devant la cour criminelle du Vaucluse, Dominique Pelicot (*ex-époux de Gisèle Pelicot*) a été condamné à la peine maximale de 20 ans de prison pour avoir drogué, violé et fait violer Gisèle Pelicot, pendant une dizaine d'années par 50 hommes.

Ces autres co-accusés ont tous été reconnus coupables, ils ont été condamnés à des peines allant de 3 à 15 ans de prison. Six d'entre eux ressortent libres parce qu'ils ont déjà effectué leurs peines en détention provisoire. Mais une certaine colère demeure car certaines peines sont inférieures aux réquisitions du ministère public.

## SAMEDI 8 MARS 2025

**Comme indiqué dans le texte action de son récent congrès, la FSU 26 participe activement à la préparation de la journée internationale des droits des femmes du SAMEDI 8 MARS 2025 et appelle donc à participer massivement à cette journée féministe essentielle.**



**A Valence, « Village des luttes féministes » :**

- Horaires : de 11h à 15h ;
- Lieu : place **Porte-Neuve** ;
- Stands confirmés : CGT, FSU, CNT, CFDT, CFE, LFI, DéterCité, Femmes-solidaires, Asti, Solidarité et langages, NousToutes, LDH, librairie Notre temps...

**\* Chorale féministe, débats, ateliers, jeux, danses... \***

Parcours de déambulation avec **les Rosies** en tête.  
Départ du cortège à **11h30** de la place Porte-Neuve.



# STAGE FÉMINISTE 26-07 DU 21 JANVIER 2025



Comme chaque année depuis 3 ans, la FSU 26 (avec la FSU 07) proposait, ce MARDI 21 JANVIER 2025, un temps de formation syndicale féministe.

Ainsi, une centaine de participant-es ont partagé leur volonté d'en finir avec la société patriarcale et de prôner un autre modèle inclusif et égalitaire.

## La journée était très riche en intervenant-es :

**1/ « La Louve »,** association d'Éducation populaire de Crest, a présenté son activité auprès des enfants, des jeunes et des professionnels. Elle a également développé la façon dont elle aborde l'enseignement à la vie affective relationnelle et sexuelle dans les établissements et écoles, à partir de la grande section.

Disons-le haut et fort : *NON, La Louve n'explique pas la masturbation aux enfants ni n'incite pas les enfants à changer de genre !*

Par contre, le discours porté est inclusif pour montrer la diversité du monde qui nous entoure et ne pas véhiculer la norme hétérosexuelle.

Il est nécessaire de décortiquer les « fake news » d'associations liées à l'extrême-droite qui discréditent l'EVARS.

**2/ La « tête d'affiche » du stage, Fanny Gallot,** historienne formatrice à l'INSPE en égalité de genres, est revenue sur les difficultés de formations via l'EN. Heureusement, les OS proposent un cadre pour échanger et il y a un besoin.

L'actualité impacte les établissements et écoles entre, d'un côté, le retour de Trump et ses lois réactionnaires aux USA, et, de l'autre, les mobilisations féministes, notamment chez les élèves et les profs (25 novembre et 8 mars), et les progrès qu'elles apportent.

Elle a également décrit comment les attaques de l'extrême-droite sur l'EVARS méritaient une contre-offensive mais surtout combien la masse de parents qui doutent méritait de la pédagogie sur le sujet.

Dans ce contexte, les enseignant-es ont besoin de se former sur le long terme pour se sentir en confiance (*livres, podcasts...*). Pour cela, il faut comprendre que le genre c'est déjà les images et la valorisation du masculin par rapport au féminin, une hiérarchie, et que la différence entre les sexes n'est pas naturelle mais, en permanence, fabriquée socialement.

### Alors quelle pédagogie mettre en œuvre ?

Fanny Gallot a listé les principes qui ont guidé l'écriture de son livre « J'enseigne l'égalité filles-garçons » chez Dunod :

- critiquer la norme et ouvrir le champ des possibles avant l'installation des normes ;
- déconstruire les gestes professionnels anodins et détricoter ce qui s'y cache (*travaux de Stephan et Couilleau*) ;
- questionner les affichages : femmes sur la frise historique, compter autre chose que les filles, représentation de filles à l'extérieur, textes d'autrice ;
- utiliser d'autres supports : les « Odyssées » ou les éditions Talents Hauts ;
- garder en tête qu'un grand nombre de garçons ne se retrouvent pas dans cette opposition et hiérarchisation entre les filles et les garçons et que les stéréotypes génèrent de la souffrance ;
- travailler en équipe car des collègues ne se sentent pas du tout à l'aise avec ce sujet...

### L'après-midi, elle a développé ses travaux sur le travail féminisé et les luttes des femmes.

Les métiers féminisés sont systématiquement déqualifiés et le travail domestique non rémunéré doit obligatoirement être considéré pour faire progresser l'égalité professionnelle. Pour ne pas avoir à le gérer individuellement et sans rémunération, cela aurait un coût pour la société et nécessite un choix politique. Et tant que persiste un système de précarisation et de temps partiels, on ne peut pas arriver à une égalité car c'est ce modèle néolibéral qui entretient les inégalités.

Alors, pourquoi ne pas déployer la « grève féministe » avec l'idée que si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête et que seule la grève féministe peut être générale. Charge aux OS de considérer les secteurs du travail reproductif avec des métiers féminisés comme lieu d'une grève qui marche et permet un véritable rapport de force. Jusqu'à présent, les luttes et victoires syndicales de femmes sont, au contraire, invisibilisées par les centrales.

### 3/ La journée s'est achevée avec la prenante présentation des actions de l'association « Réseau Femmes à l'Abri 26 ».

Face à la nécessité de mettre à l'abri des femmes dans des logements d'urgence, un collectif s'est organisé dans le village de Bourdeaux pour aller jusqu'à permettre aujourd'hui un travail itinérant pour rompre l'isolement. Car la honte isole et le milieu rural augmente la problématique. On retiendra notamment que, même avec des politiques d'immigration abominables, quand du monde s'occupe des victimes, il y a des sorties de crise magnifiques. Dans cette optique, la FSU 26 et ses syndicats soutiennent financièrement RFA 26 et encouragent à le faire via leur site internet.

4/ Les stagiaires ont aussi bénéficié de la présence de la « MAE Solidarité 26 » pour présenter des outils de prévention aux violences sexuelles et sexistes notamment, de la librairie « Notre Temps » et des expositions de « Femmes Solidaires 26 » sur les stéréotypes de genres et de la littérature de jeunesse proposée par les éditions « Talents Hauts ».

**Vivement l'année prochaine !**



Face à la précarité persistante et à la dégradation des conditions de travail, l'intersyndicale nationale, avec la FSU, appelle les AESH à une journée de mobilisation jeudi 16 janvier 2025.

Réunie en Congrès départemental au lycée des 3 Sources à Bourg-lès-Valence, la FSU 26 a tenu à rappeler l'importance de ces collègues précarisé-es, invisibilisé-es, sacrifié-es.

Aujourd'hui, 16 janvier 2025, c'est une journée nationale intersyndicale d'action pour les AESH.

Elle traduit une volonté de mettre la pression sur le gouvernement et doit se concrétiser avec envergure le 11 février prochain, jour du vingtième anniversaire de la loi Handicap.

**Réunie en Congrès, la FSU 26 rappelle l'importance de ses collègues précarisé-es, invisibilisé-es, sacrifié-es.**

Les raisons de se mobiliser collectivement ne manquent pas. L'augmentation du nombre d'élèves à accompagner sans recrutements supplémentaires et les affectations sur plusieurs écoles et établissements pèsent sur les personnels qui assument à bout de bras l'inclusion des élèves en situation de handicap et sont à bout de souffle.

Dans cette tension intenable, l'administration tente de priver les AESH de leurs maigres droits : jours de fractionnement, indemnisation des déplacements, temps d'activités connexes, formation...

La nouvelle mesure sur la pause méridienne a créé le désordre et s'est parfois soldée par une perte de revenus. 24 heures d'accompagnement sur le temps scolaire, c'est déjà un temps plein ! Nul besoin d'ajouter encore des missions et du temps de service !

Il est urgent d'engager dès à présent un processus permettant de sortir les AESH de la précarité. Les ministères de l'Éducation nationale, de l'agriculture et chargé de la mer doivent enfin respecter les AESH !

**C'est pourquoi nous exigeons :**

- la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B dans la Fonction publique d'État, pour reconnaître le métier d'AESH ;
- une augmentation significative des rémunérations sur toute la carrière ;
- la reconnaissance d'un temps complet sur la base d'un accompagnement élève de 24 heures, sans ajouter de nouvelles missions sur le temps périscolaire ;
- l'abandon des PIAL, des PAS et de la politique de mutualisation des moyens ;
- un recrutement d'AESH à hauteur des besoins.



## Assistant·es Social·es : un combat gagné en partie seulement

Le 22 mars 2024, les assistant·es social·es de l'Éducation Nationale se sont mobilisé·es en nombre (*un tiers de la profession à Paris*) et ont obtenu, dans un contexte budgétaire contraint, **une revalorisation indemnitaire**.

Celle-ci ne correspond nullement à nos exigences qui portent sur une revalorisation indiciaire au même niveau que les infirmiers et infirmières et un abondement massif de postes pour tous les services EN et Supérieur.

Malgré tout, nous pouvons nous réjouir du résultat de notre mobilisation, la politique étant toujours à l'austérité.

Suite à ce mouvement, nous avons appris que cette prime n'était attribuée qu'aux A.S. auprès des élèves et des personnels. Les collègues des Crous et du Supérieur en étaient dans un premier temps exclu·es. Mais après des demandes d'audience et le dépôt d'un préavis de grève, le SNUASFP-FSU a été reçu par le CNOUS en novembre 2024 et il a obtenu, pour les collègues des Crous, la même revalorisation indemnitaire avec un rattrapage depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Les collègues qui travaillent dans les universités en sont, par contre, toujours exclu·es. Sous prétexte de leur autonomie, le ministère ne saurait imposer cela !

L'aggravation des difficultés des familles, des élèves, des étudiant·es et des personnels nécessiterait cependant **une nouvelle mobilisation pour faire aboutir nos demandes, à la fois, de revalorisation indiciaire et de créations de postes en nombre suffisant**. En effet, le métier étant de moins en moins attrayant sur le plan financier

et l'exercice se complexifiant, il devient difficile de recruter...

**Un combat à mener peut-être avec toute la communauté éducative ?**

**Ne lâchons rien !!!**

Odile Méry, SNUASFP-FSU 26.



Organisé par la commission actifs et retraités du SNES-FSU 26, sous l'égide de la FSU 26, le stage du jeudi 9 janvier, intitulé "Préparer sa retraite" a rempli ses objectifs.

Il a réuni plus d'une quarantaine de participant·es, majoritairement du second degré, en présence de plusieurs intervenant·es :

- Marie-Laurence Moros pour la Section Fédérale des Retraité·es Nationale de la FSU ;
- Corinne Baffert et Michel Lombard pour la section académique des retraité·es ;
- Eric Staelen pour le secteur national « carrière et retraite » du SNES-FSU ;
- Sémya Ajmi, secrétaire départementale du SNES-FSU 26.



## Le point sur les réformes

Les intervenant·es ont rappelé les diverses attaques contre le système de retraite par répartition, notamment dans la fonction publique : réforme de 2003 et 2024. Ils et elles ont notamment montré que l'objectif était purement et simplement de baisser le niveau des pensions et non pas de répondre à un déficit prétendument abyssal. Ce dernier est une pure invention, destinée à faire peur : le COR, dans ses études successives, a établi que les résultats du système oscillaient en moyenne entre un excédent de 1 milliard et un déficit de 2 milliards. On est loin de la faillite annoncée. Et c'est le rappel de cette vérité qui a valu son limogeage au président du COR.

## Les questions sensibles

En réponse aux interrogations des présent·es, les intervenant·es ont détaillé les mécanismes de calcul des pensions.

Ils ont insisté notamment sur la prise en compte des enfants dans ce calcul. Ils ont aussi démonté l'arnaque que constitue la retraite additionnelle de la fonction publique (fondée sur un système à points !).

Un éclairage tout particulier a été porté sur le dispositif de la retraite progressive, qui n'est aucunement une demande du SNES et de la FSU. S'il peut apparaître comme une bouée de sauvetage pour les fins de carrière, il constitue une perte financière et n'a rien à voir avec la cessation progressive d'activité (CPA) supprimée par la réforme de 2003. La FSU continue à revendiquer le retour de cet aménagement des fins de carrière (un temps partiel à 50 %, payé à 80 %).

## Vigilance pour l'avenir

La mobilisation massive du 5 février a permis d'écarter de l'agenda du nouveau ministre les trois jours de carence et la baisse de 10% des indemnités journalières. Il est cependant évident que les attaques des libéraux contre les retraites reprendront sous un autre angle pour baisser des tensions, quel que soit le sort politique réservé à l'actuelle réforme. Les prochaines cibles seront une fois de plus les femmes : un rapport du COR estime en effet que les deux années de bonification pour enfants, accordées dans le privé, sont des privilèges indus, ce qui ouvre la porte à de nouvelles régressions dans le public au nom d'une prétendue équité.

***Les intervenant·es ont ainsi rappelé que la retraite est un rapport de force qu'il faut sans cesse entretenir. La lutte pour abroger la réforme des retraites reste donc toujours d'actualité mais la vigilance est également de mise pour éviter de nouvelles régressions.***

## « Conclave Bayrou » : la FSU persona non grata ...

La FSU (de même que Solidaires) n'a pas été invitée à la réunion, organisée par le Premier Ministre, du vendredi 17 janvier qui devait débattre de la façon d'envisager les possibilités de sortie de la crise sociale créée par le passage en force sur la réforme des retraites de 2023.

En « oubliant » de convier la FSU, le signal politique envoyé est double :

- d'une part, tentative de **diviser l'intersyndicale de 2023** dont la force a été de répondre à la hauteur de l'espoir et de l'exigence très majoritaire dans le monde du travail,
- d'autre part, volonté gouvernementale d'**exclure les agents publics** pour essayer d'avoir un accord entre une majorité d'organisations syndicales du privé et le patronat.

La manœuvre qui vise à spéculer politiquement sur les pensions des fonctionnaires permet aussi de circonscrire le sujet ouvert aux aspects marginaux de la réforme : un peu de pénibilité, un peu d'emploi des seniors...

Cela relève de discussions ne concernant que le privé, **pas d'une discussion globale sur le système de retraites**, sur les aspects transversaux : âge, durées et financements...

**La FSU rappelle sa revendication d'abrogation de la réforme des retraites de 2023 et demande au Premier Ministre de respecter la représentativité que lui ont donné les élections professionnelles dans la Fonction Publique en lui permettant de faire valoir, dans les réunions qu'il organise sur les retraites, les mandats que lui ont donnés les personnels.**

Le 1<sup>er</sup> février, le RN va tenir meeting à Montélimar.

Bien sûr, devant leurs fidèles et des médias parfois bien complaisants, ses orateurs développeront leurs thématiques habituelles, héritées des fascistes et marquées par la haine de l'autre :

- avant tout, désigner l'immigré comme la source de tous les maux subis par nos concitoyens, alors qu'ils découlent de politiques libérales menées par des gouvernements depuis des décennies,
- puis, promettre des augmentations de salaire "nets", en supprimant des cotisations sociales (donc fini l'assurance-santé égale pour tous et bonjour le « trou » de la Sécu ...), ce qui ne peut que ravir les grands patrons et le MEDEF,
- de façon contradictoire, s'opposer à l'augmentation du SMIC mais, en même temps, au retour de l'Impôt Sur la Fortune,
- ensuite, remettre en cause des acquis du féminisme et refuser toute conquête nouvelle pour les femmes y compris l'égalité salariale,
- vouloir revenir aussi sur la majorité des mesures de lutte contre le dérèglement climatique et la perte de bio-diversité,
- et, pour couronner le tout, privatiser tous les médias publics, menacer toutes les organisations progressistes, bâillonner les syndicats...

**C'EST À D'AUTRES LENDEMAINS QUE NOUS ASPIRONS : une société plus égalitaire et, pour le dire clairement, plus fraternelle !**

**MANIFESTATION CONTRE  
LE RACISME  
ET L'ANTISEMITISME**

**LE PEN/BARDELLA : ON N'EN VEUT PAS !**

**Samedi 1<sup>er</sup> Février  
MONTÉLIMAR**

**14h30  
devant le  
théâtre**



Sont signataires de l'appel : l'UD CGT Drôme, l'UL CGT Montélimar, la CNT Drôme, la FSU Drôme, le NPA Drôme-Ardèche, la France Insoumise Montélimar, la Gauche Révolutionnaire, le Parti Communiste Montélimar, l'ASTI, le MNL 26, Les Rosiers Montélimar, le parti des Écologistes Drôme, la Gauche Républicaine et Socialiste...

## STAGE NATIONAL « EXPLIQUER ET PRÉVENIR LA VIOLENCE ... »

**JEUNESSE, TERRITOIRES,  
VIOLENCES :  
UN ÉCLAIRAGE DES  
SCIENCES SOCIALES**

**EXPLIQUER ET PRÉVENIR  
LA VIOLENCE QUI TOUCHE  
LA JEUNESSE EN FRANCE :**

MASCULINITÉ, RURALITÉ, BANDES, INTÉGRATION DES CLASSES POPULAIRES, TRAITEMENT MÉDIATIQUE, EXTRÊME DROITE, POLITIQUES PUBLIQUES, ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ À L'ÉCOLE ET EN SES (SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES)

**VENDREDI 28 MARS  
DE 9H À 17H  
UGA VALENCE  
LATOUR MAUBOURG**

**YVON ATONGA  
STÉPHANE BEAUD  
SAMUEL BOURON  
BENOÎT COQUARD  
ISABELLE COUTANT  
SAFIA DAHANI  
LAURENCE DE COCK  
JEAN-PIERRE DELAS  
NICOLAS KACIAF  
JEAN-YVES MAS  
MARWAN MOHAMMED  
VALÉRIE SALA-PALA**

**COLLOQUE FSU-APSES**  
STAGE NATIONAL  
Date limite d'inscription pour ouverture de stage syndical : le vendredi 28 février

Les FSU 26 et nationale s'associent à l'APSES (Association des Profs de Sciences Economiques et Sociales) pour proposer une journée de formation syndicale afin de mobiliser les sciences sociales et éclairer le contexte d'événements comme ceux de Crépol et Romans ainsi que de nombreux drames qui touchent la jeunesse partout en France.

**Rendez-vous VENDREDI 28 MARS 2025 de 9h à 17h dans l'amphithéâtre de l'Université Grenoble-Alpes (UGA), Avenue de Romans, à Valence.**

**\* Au Programme, quatre Tables Rondes (TR) \***

- **Le matin (9h-12h), EXPLIQUER et COMPRENDRE :**

**Comment expliquer la violence autour des drames qui frappent la jeunesse en France ?**

**TR1 :** Expliquer et comprendre le contexte des drames qui touchent violemment les jeunes : sociologie de la ruralité, phénomène de bandes...

(Marwan Mohammed, CNRS ; Benoît Coquard, sociologue INRAE)

**TR2 :** Expliquer le contexte des manifestations identitaires productrices de violences : extrême-droite et médias, citoyenneté ...

(Nicolas Kaciaf, Samuel Bouron et Safia Dahani, politistes)

- **L'après-midi (14h-17h), AGIR :**

**Comment dépasser ces difficultés pour ne pas laisser se déliter le lien social et accompagner les élèves et futurs citoyens?**

**TR3 :** Jeunes, politique et démocratie : renouer les liens (Isabelle Coutant, CNRS, et Yvon Atonga, auteur de « Petit frère », Valérie Sala-Pala, Université de St-Etienne, Politiques de la Ville).

**TR4 :** Comment l'école peut-elle faire face et quel est en particulier le rôle des SES dans la formation citoyenne de la jeunesse (Jean-Yves MAS, SES, Docteur en sciences de l'Education ; Laurence de Cock, Historienne ; Jean-Pierre Delas, Professeur retraité de SES ; Stéphane Beaud, Professeur de sociologie émérite).

Cette formation nous semble absolument nécessaire dans cette période pour, notamment, apaiser d'éventuelles tensions entre collègues, contrer le repli sur soi...

**Le nombre de places est limité et des stagiaires vont venir de la France entière (dont des professeur-es de SES), alors pensez à vous inscrire rapidement (et avant le 28 février !)**

Tous les détails (formulaires d'inscription...) sont déjà sur le site de la FSU26 : <https://fsu26.fsu.fr/>

Les syndicats de la FSU : EPA - SNAC - SNASUB - SNCS - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNESUP - SNETAP - SNICS - SNPES-PJJ - SNUAS-FP - SNUEP - SNUIPP - SNUITAM - SNUP-CDC - SNUPDEN - SNU-TEFI - SNUITER - SUI - SUPMAE

FSU26 - Maison des Syndicats  
17, rue G. Bizet 26000 Valence  
04.75.56.77.77 fsu26@fsu.fr

